

Contrat n°XXX

conditions générales de la Collecte de BFC Fibre

Entre

BFC FIBRE, Société par action simplifiée (SAS) au capital de 6 510 000 €, immatriculée au RCS de DIJON sous le numéro 824 500 557, dont le siège social est situé 7 Rue Joliet - 21000 Dijon

ci-après dénommée « **BFC FIBRE** »

Représentée aux fins des présentes par Laurent Blain, en sa qualité de Directeur Général, dûment habilité à cet effet,

Représentée aux fins des présentes par, en sa qualité de Directeur, dûment habilité à cet effet

d'une part,

ET

XXXXXXXXXX, société anonyme au capital de **ZZZZZZZZZ** €, immatriculée au RCS de **XXXXX** sous le numéro **XXX YYY ZZZ**, dont le siège est situé au **Y**

ci-après dénommée l'« **Opérateur** »

Représentée aux fins des présentes par **XXX**, en sa qualité de **XXX**, dûment habilité à cet effet

d'autre part,

ci-après collectivement dénommées les « Parties » ou individuellement « Partie »,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

TABLE DES MATIERES

ARTICLE 1.	DEFINITION	3
ARTICLE 2.	OBJET.....	3
ARTICLE 3.	DOCUMENTS CONTRACTUELS	3
ARTICLE 4.	DATE D'EFFET ET DUREE.....	3
	1.1 DATE D'EFFET.....	3
	1.2 DUREE.....	3
ARTICLE 5.	SERVICE APRES-VENTE	3
ARTICLE 6.	PRIX.....	4
ARTICLE 7.	FACTURATION ET PAIEMENT.....	4
ARTICLE 8.	RESPONSABILITE	4
ARTICLE 9.	RESILIATION.....	4
ARTICLE 10.	EQUIPEMENTS	5
ARTICLE 11.	RESTITUTION DES EQUIPEMENTS.....	5
ARTICLE 12.	PROPRIETE INTELLECTUELLE.....	5
ARTICLE 13.	MODIFICATION DU CONTRAT.....	6
	1.3 MODIFICATION DES CONDITIONS GENERALES	6
	1.4 MODIFICATION DES CONDITIONS SPECIFIQUES ET DE LEURS ANNEXES	6
ARTICLE 14.	CONDITIONS DE RETRAIT D'UNE OFFRE BFC FIBRE	7

Article 1. définition

Accord-cadre : désigne le contrat conclu entre BFC FIBRE et l'Opérateur définissant les conditions juridiques et financières applicables au présent Contrat.

Article 2. objet

Les Conditions Générales ont pour objet de définir les conditions et modalités générales applicables à la fourniture par BFC FIBRE de l'Offre « collecte et livraison du trafic des Accès FTTH et transport multicast ».

Article 3. documents contractuels

Le Contrat « Collecte » (ci-après le « Contrat ») est composé, par ordre de priorité décroissante, des documents suivants :

- les présentes Conditions Générales ;
- les Conditions Spécifiques « collecte et livraison du trafic des Accès FTTH et transport multicast » décrivant les conditions et modalités techniques et opérationnelles applicables à la fourniture de l'Offre et de ses annexes.

En cas de contradiction, l'interprétation du Contrat est réalisée en donnant priorité au document ayant le rang le plus élevé. En cas de contradiction dans des documents de rang identique, l'interprétation du Contrat est réalisée en vue de permettre la réalisation de son objet dans le respect de l'équilibre des obligations entre les Parties tel que prévu dans les Conditions Générales.

Préalablement à la signature des présentes Conditions Générales, l'Opérateur doit avoir signé l'Accord-cadre régissant le Contrat. Les stipulations de l'Accord-cadre s'appliquent au Contrat.

L'Opérateur reconnaît avoir reçu, à la date d'effet des présentes Conditions Générales, par courrier électronique, un exemplaire des Conditions Spécifiques et des annexes et certifie en avoir pris connaissance.

Article 4. date d'effet et durée

1.1 date d'effet

Le Contrat prend effet au jour de sa signature par la dernière des deux Parties.

1.2 durée

Le Contrat est conclu pour une durée indéterminée courant à compter de sa date d'effet et prendra fin au terme de la dernière commande en vigueur.

La durée de la commande est définie, le cas échéant, dans les Conditions Spécifiques. Elle court à compter de la date de mise à disposition.

Article 5. service après-vente

BFC FIBRE s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires au fonctionnement régulier de l'Offre qu'elle fournit à l'Opérateur dans le cadre du Contrat. Les conditions du service après-vente de l'Offre sont détaillées dans les Conditions Spécifiques applicables à chaque Offre.

Article 6. prix

La structure de prix de l'Offre est définie dans les Conditions Spécifiques propres à chaque Offre.

Les prix de l'Offre fournie dans le cadre du Contrat sont définis dans l'annexe prix.

Il est convenu entre les Parties que les plafonds de facturation définis à l'article 2 de l'Annexe 1 – Prix des Conditions Spécifiques ne peuvent faire l'objet d'une modification que par avenant écrit et signé entre les Parties.

Article 7. facturation et paiement

Les modalités relatives à la facturation et au paiement sont décrites dans l'Accord-cadre et dans les Conditions Spécifiques.

Article 8. responsabilité

En cas de manquement contractuel, chaque Partie est susceptible de verser à l'autre Partie, pour tous préjudices confondus et par année contractuelle, un montant maximum global égal à 5 % du montant annuel facturé au titre du Contrat sur les douze derniers mois précédant la survenance du dommage ou, si l'entrée en vigueur du Contrat remonte à moins d'un an, sur l'ensemble des mois facturés jusqu'au jour de ladite survenance.

Toutefois, si ce montant de 5% :

- est strictement supérieur à 10M€, alors le montant maximum global susceptible d'être versé sera plafonné à 10 M€.
- est strictement inférieur à 1M€, alors le montant maximum global susceptible d'être versé sera porté à 1 M€.

Article 9. résiliation

Outre les cas prévus à l'Accord-cadre, les Parties peuvent résilier à tout moment, à l'échéance des périodes minimales d'engagement le cas échéant, tout ou partie du Contrat par lettre recommandée avec avis de réception moyennant le respect d'un préavis de 3 mois.

Cette faculté de résiliation par l'Opérateur est subordonnée au paiement préalable de l'intégralité des sommes dues à BFC FIBRE au jour de la date d'effet de la résiliation.

Les éventuelles pénalités applicables à l'Opérateur dans le cas de la résiliation d'une Commande avant la fin de sa durée minimale sont définies à l'annexe « pénalités » des Conditions Spécifiques de l'Offre concernée.

Il est entendu entre les Parties que les modalités particulières de retrait d'Offre détaillées à l'article 14 des Conditions Générales sont par ailleurs pleinement applicables au Contrat.

Article 10. équipements

En cas de mise à disposition d'équipements dans les locaux de l'Opérateur (la documentation faisant partie intégrante de l'équipement) par BFC FIBRE, l'Opérateur s'engage à ne pas modifier l'équipement et notamment débrancher ou couper l'alimentation des équipements, modifier le câblage des cartes ou modifier la configuration des équipements, à ne pas le déplacer hors du lieu où il a été livré ou installé, ni intervenir d'une quelconque manière sur celui-ci sans le consentement préalable et écrit de BFC FIBRE.

A partir de la livraison des équipements dans les locaux de l'Opérateur et jusqu'à leur reprise en charge par BFC FIBRE, l'Opérateur assume l'ensemble des risques liés auxdits équipements dont l'Opérateur a la garde et est seul responsable de tout dommage causé par ces équipements à leurs personnels ou aux tiers, sauf si l'Opérateur démontre que lesdits dommages ont été exclusivement causés par un défaut de fabrication, un vice caché ou un défaut ayant pour origine l'installation des équipements par BFC FIBRE.

L'Opérateur s'engage à aviser immédiatement BFC FIBRE de tout sinistre survenu auxdits équipements ou provoqués par ces derniers et à procéder à toutes déclarations et/ou formalités requises dans les délais prévus par la réglementation auprès de sa compagnie d'assurance et des autorités compétentes.

Le Contrat ne transfère à l'Opérateur aucun droit de propriété sur l'un quelconque des équipements mis à sa disposition dans ses locaux au titre de la fourniture d'une Offre. En conséquence, l'Opérateur s'interdit de commettre ou de permettre tout acte, quel qu'il soit, contraire au droit de propriété de BFC FIBRE et avisera BFC FIBRE de toute atteinte à son droit. L'Opérateur s'oblige à maintenir les mentions de propriété apposées sur l'équipement. En cas de tentative de saisie ou en cas de procédure de redressement ou de liquidation judiciaire, l'Opérateur doit en aviser immédiatement BFC FIBRE, élever toute protestation contre la saisie et prendre toutes mesures pour faire connaître le droit de propriété en cause.

Article 11. restitution des équipements

En cas de résiliation du Contrat, afin de permettre à BFC FIBRE de remplir ses obligations au regard de la réglementation relative aux déchets d'équipements électrique et électroniques (DEEE), l'Opérateur s'engage à restituer à première demande, les équipements propriété de BFC FIBRE mis à sa disposition le cas échéant. A ce titre, il autorise ou s'engage à obtenir l'autorisation pour BFC FIBRE à pénétrer dans les locaux qui hébergent les équipements, aux jours et heures ouvrables de BFC FIBRE tels que définis dans le Contrat, pour y récupérer les équipements, en sa présence ou celle d'un de ses représentants.

BFC FIBRE ne prend pas en charge les frais de remise en état des locaux pouvant résulter d'une dépose des équipements effectuée dans des conditions normales.

En cas de défaut de coopération, de l'Opérateur, aboutissant à la non-restitution des équipements, et au terme d'un délai de 15 jours ouvrés, ou en cas de destruction, de dégradation ou de perte de l'équipement de BFC FIBRE imputable à l'Opérateur, BFC FIBRE se réserve le droit de facturer l'Équipement à l'Opérateur à sa valeur de remplacement à titre d'indemnité. Enfin, l'Opérateur s'engage à retourner ou détruire toutes les copies des logiciels qui lui auraient été remis le cas échéant pour la fourniture d'une Offre.

Article 12. propriété intellectuelle

Lorsque des logiciels sont nécessaires à l'utilisation des équipements nécessaires à la fourniture de l'Offre, BFC FIBRE concède à l'Opérateur un droit d'usage personnel, non exclusif, non transférable sur ces logiciels, limité à l'objet et à la durée de la fourniture de l'Offre.

L'Opérateur ne peut, sans autorisation préalable et écrite de BFC FIBRE, nantir, céder, louer, donner en licence, commercialiser, mettre à disposition, communiquer ou prêter, à titre onéreux ou gracieux, les logiciels.

L'Opérateur s'interdit d'installer sur d'autres équipements les logiciels, d'apporter ou de faire apporter, toute modification, y compris pour corriger d'éventuelles erreurs. L'Opérateur s'interdit tout acte de modification, de traduction, d'adaptation, de désassemblage, de décompilation, de reproduction, d'utilisation à des fins d'analyse concurrente, de distribution ou de création d'œuvres dérivées, à partir de tout ou partie des logiciels, sauf pour les exceptions strictement définies par la loi. L'Opérateur s'interdit toute suppression, masquage ou modification des mentions notamment de propriété figurant sur les logiciels ou apparaissant pendant l'utilisation de l'équipement. BFC FIBRE détient tous les droits de propriété sur les logiciels remis dans le cadre de l'Offre et peut donc en concéder librement l'utilisation.

BFC FIBRE garantit l'Opérateur contre toute réclamation ou action intentée par un tiers pendant l'exécution du Contrat visant à démontrer qu'un logiciel mis à disposition par BFC FIBRE viole ses droits en matière de propriété intellectuelle. A ce titre, BFC FIBRE indemniserà l'Opérateur de toute condamnation définitive qui résulterait d'une telle réclamation ou action et ce dans les conditions définies ci-après.

Cette réclamation ou action doit être portée à la connaissance de BFC FIBRE par écrit et dans les plus brefs délais, et l'Opérateur doit accorder le contrôle exclusif de la défense ou de la transaction en ce qui concerne cette réclamation ou action. L'Opérateur s'engage à collaborer pleinement à la défense de BFC FIBRE. BFC FIBRE remboursera à l'Opérateur, le montant des frais engagés dans cette collaboration, sous réserve que ceux-ci aient été approuvés au préalable par écrit par BFC FIBRE.

Les obligations et garanties de BFC FIBRE au titre de la présente clause ne peuvent s'appliquer lorsque l'Opérateur a contribué aux faits reprochés par l'action ou la réclamation et notamment par une utilisation du logiciel de manière non conforme aux stipulations du Contrat.

Si, dans le cadre d'une action en contrefaçon, l'utilisation par l'Opérateur d'un logiciel est interdite par une décision de justice, BFC FIBRE peut, à son entière discrétion, soit obtenir, en faveur de l'Opérateur le droit de continuer à utiliser le logiciel jugé contrefaisant soit modifier le Logiciel ou le remplacer par une correction équivalent en termes de fonctionnalités, afin qu'il ne soit plus contrefaisant.

La garantie ne s'appliquera que dans la limite des modalités applicables à la responsabilité des Parties figurant au Contrat.

Article 13. modification du Contrat

1.3 modification des Conditions Générales

Toute modification des Conditions Générales doit faire l'objet de la signature par les deux Parties d'une nouvelle version remplaçant celle précédemment en vigueur. L'ensemble de l'Offre est alors de plein droit régi par les nouvelles Conditions Générales.

1.4 modification des Conditions Spécifiques et de leurs annexes

Pour des raisons commerciales et/ou techniques, BFC FIBRE peut modifier les Conditions Spécifiques et ses annexes relatives à la fourniture d'une Offre après en avoir informé l'Opérateur au plus tard 1 mois avant la date d'entrée en vigueur de la modification.

Les modifications sont applicables en cours de Contrat à compter de la date notifiée à l'Opérateur.

En cas de modification substantielle portant préjudice à l'Opérateur, ce dernier peut résilier tout ou partie du Contrat relatif à l'Offre concernée, y compris pendant la durée minimale, et ce sans pénalité et sans droit à dédommagement. Dans ce cas, la résiliation intervient au jour de l'entrée en vigueur de la modification.

Article 14. conditions de retrait d'une Offre BFC FIBRE

En cas de suppression d'une Offre dans sa totalité, BFC FIBRE informe l'Opérateur au moins 12mois à l'avance la date de l'arrêt de commercialisation de l'offre, c'est-à-dire la date à laquelle les nouvelles demandes cesseront d'être satisfaites.

La résiliation du Contrat en cours résultant de la suppression de l'Offre ne peut intervenir qu'après consultation de l'Opérateur. La résiliation du Contrat en cours ne peut intervenir avant l'expiration d'un délai de 24 mois, suivant la date à laquelle il a été mis fin à la commercialisation de ladite Offre, sauf accord de l'Opérateur pour réduire ce délai. .

L'Opérateur peut continuer à bénéficier de l'Offre dans sa configuration existante à l'échéance du préavis de fin de commercialisation de 12 mois et ce jusqu'au jour de la résiliation effective du Contrat résultant de la suppression de l'Offre

BFC FIBRE s'engage à maintenir l'offre les 5 premières années à compter de la signature du contrat. Au-delà de cette date et si BFC FIBRE était conduit à faire évoluer l'offre, BFC FIBRE proposera à l'Opérateur une solution de substitution permettant à l'Opérateur de collecter les flux issus des NRO. Cette solution pouvant être une offre déjà présente au catalogue permettant à l'Opérateur la poursuite de la fourniture de ses services, ou sur étude de faisabilité aux conditions financières à définir, une solution de collecte spécifique.

Sauf faute de BFC FIBRE, la suppression de l'Offre, dans les conditions ci-dessus, ne saurait engager la responsabilité de BFC FIBRE et ouvrir droit à dommages et intérêts au profit de l'Opérateur.

Établi en deux originaux dont un est remis à chaque partie.

Pour BFC FIBRE

Pour l'Opérateur

Fait à , le

Fait à ,le

M. Laurent Blain
Directeur Général

Prénom, Nom,
Qualité